

La crise des gilets jaunes ou la quadrature du cercle

Posted on 30 novembre 2018 by Patrick Rouillier

Voilà un mouvement sympathique à une grande majorité des Français, soit par simple empathie, soit par intérêt convergeant. Les revendications corporatistes suscitent rarement l'intérêt général mais une revendication générale peut, évidemment, susciter l'intérêt de tout le monde. Pourtant il ne semble pas que quiconque puisse donner une réponse sérieuse au problème posé. C'est bien là la question.

Essayons de ramener l'ensemble des revendications hétérogènes (baisse des taxes, hausse des salaires, augmentation du pouvoir d'achat) à leur dénominateur commun : L'inégalité sociale en France.

On ne peut plus, actuellement, parler de « lutte des classes » car contrairement aux années soixante il n'existe plus de séparation tranchée entre les classes, et la société Française est formée d'un continuum de situations allant des plus démunis aux plus nantis sans que se dessine de frontières bien marquée entre diverses classes. Selon les événements une scission peut apparaître en n'importe quel point de ce continuum et séparer les Français selon leurs intérêts réels ou supposé. Ceci rend la résolution des crises de plus en plus difficile car toute solution proposée aura tendance à déplacer la frontière et par là remettre en cause la solution avancée.

Cette inégalité manifeste est forcément insupportable aux plus démunis ... et plus facilement acceptée par les nantis. Tous les leaders politiques affichent d'avoir chacun la solution, se posent en sauveur de la nation. Ce sont évidemment tous des démagogues, menteurs car la solution n'existe pas vraiment. C'est une utopie qui dure depuis au moins le temps de Jésus Christ, un but mythique, une sorte de graal que personne n'a jamais atteint.

Voici quelques schémas de propositions classiques pour réduire les inégalités :

- Une première approche serait de distribuer du pouvoir d'achat en réduisant les impôts ou les taxes pour les plus faibles. Malheureusement le budget de la nation étant une équation à somme nulle ceci diminuera la capacité de redistribution de l'état et pénalisera cela même que l'on vient de favoriser (Sauf à distribuer de l'argent que l'on n'a pas en faisant appel à l'emprunt et à la dette). Cela reviendrait à donner d'une main et reprendre de l'autre et



n'apporterai rien aux plus démunis.

- Distribuer du pouvoir d'achat en augmentant les bas salaires, ce qui pénalisera les entreprises en diminuant leur compétitivité entraînera des faillites et des délocalisations. La conséquence en sera du chômage, des recettes de l'état diminuées, de l'exode fiscal, et une paupérisation des plus faibles.
- Prendre aux riches pour donner aux pauvres, c'est bien sûr une proposition alléchante (pour les pauvres !). Plusieurs réalités s'opposent à cette idée. Bien que très riche les riches sont peu nombreux et même en leur confisquant tous leurs biens cela n'aurait que peu d'impact sur le revenu des masses populaires. D'autre part, et bien malheureusement, diminuer les actifs de ceux qui investissent pour les donner à ceux qui consomment aurait un effet néfaste sur l'économie.
- Donner de la compétitivité aux entreprises en diminuant leur fiscalité pour leur donner de la compétitivité et leur permettre de grossir leur carnet de commandes et ainsi de créer de l'emploi. Cette aide de l'état vient encore diminuer ses capacités de redistribution et ainsi pénaliser les plus démunis. C'est l'état, donc le contribuable qui financera la création d'emplois. Il faudrait payer pour avoir un travail ! Ceci est parfaitement injuste car la reprise de compétitivité des entreprises viendra accroître leurs bénéfices et enrichir les actionnaires. C'est donc un transfert d'argent des contribuables vers les actionnaires sans contrepartie. En effet le travail créé n'est pas une charge pour les entreprises car elles n'embauchent que le personnel dont elles ont besoin pour honorer leurs commandes et générer leurs profits. C'est donc un leurre pour les plus pauvres
- Une approche qui permettra de rendre équitable la proposition précédente sera de demander aux entreprises, en contrepartie de l'aide qui leur est apportée, de céder à l'état des participations à leur capital. Ceci ne gênerait, ne nuirait pas à la compétitivité de l'entreprise mais laisserait à l'état un matelas financier qu'il pourrait monnayer par la suite. Mais il faudrait que le contribuable ait la patience d'attendre quelques années pour se voir peut-être remboursé de ses efforts. Cela est loin d'être évident et ne fait pas l'affaire des plus démunis qui voient les plus riches s'enrichir immédiatement et qui n'ont que des perspectives à terme de se voir récompensés.

Il ne paraît donc pas évident de prendre en compte le désir d'égalité manifesté dans le rassemblement dit « des gilets jaunes » par un gouvernement qui n'a aucune marche de manœuvre.

Un élément qui n'a pas encore été pris en compte est la place de la France dans le monde :



- La France fait partie des pays les moins inégalitaires dans le monde (juste après les pays du nord de l'Europe). C'est à la fois sa grandeur et sa faiblesse.
- Sa grandeur car cela constitue une adéquation à des valeurs humanistes et à notre devise nationale : Liberté, égalité, fraternité. Nous pouvons, sur le plan moral nous sentir moins mauvais que les autres.
- Malheureusement toute médaille à son revers. Cette moindre inégalité est due à notre système développé de redistribution qui nécessite des prélèvements sociaux importants, sur les revenus, sur les salaires, et sur les entreprises. Ceci explique en grande partie notre manque de compétitivité sur le plan international ou nous sommes concurrencés par des pays à faibles cout salariaux et à faible prélèvements sur les entreprises.
- La France est dans le monde et il n'existe pas de solution Franco-Française à l'inégalité sociale. Nous dépendons du monde qui nous entoure et sommes, malheureusement, en compétition permanente avec lui. Le monde est inégalitaire et nous impose sa conception de la société. Pour jouer notre jeu il faudrait fermer toutes les frontières et tous les échanges (comme les révolutions socialistes soviétique ou chinoise ont du le faire), devenir un petit village gaulois d'Astérix, mais sans potion magique.
- Dernier point, il est malheureusement avéré que les pays dont le taux de croissance est le plus élevé sont les pays à forte inégalité sociale (chine, états unis, Allemagne, indes). Comme ci ont pouvait dire que pour avoir une économie vigoureuse et un chômage faible il faut que les pauvres soient très pauvre et les riches très riche. Heureusement certains pays peuvent faire douter de cet oukase (pays nordiques, japon).

Les idéaux de gauches n'ont jamais pu s'imposer et, en France, depuis 1789 l'égalité entre les hommes reste un mirage. Il n'est malheureusement pas dans la nature humaine de vouloir partager, et dans les moments difficiles le chacun pour soi reprend vite le dessus. Après chaque révolution populaire des oligarques sont apparus qui ont rapidement confisqué les biens et créés une nouvelle race de possédants. C'est un triste constat.

Lutter contre les inégalités c'est lutter contre la nature humaine, c'est lutter contre soi-même, jouer à la fois l'attaquant et le défenseur. C'est à dire que si l'on gagne il faut, en même temps, accepter de perdre, et si l'on perd il faut se féliciter d'être gagnant. Ce n'est pas un combat facile.

On ne peut pas lutter contre les inégalités sociales, elles font trop parties de la condition humaine (elles proviennent du besoin permanent de positionnement qui anime l'homme et de son angoisse de l'avenir), mais cela n'empêche pas d'essayer. On peut au moins les cantonner au minimum, empêcher qu'elles ne s'accroissent.



Ce n'est pas parce qu'un but est inaccessible qu'il faut y renoncer. Le chemin vers le meilleur est profitable en soi. Aider les plus faibles est générateur de bien-être, et pour les plus faibles se sentir aidé peut adoucir la misère. Alors « haut les cœurs » et continuons le combat.

PS : Dissipons un malentendu qui se propage comme une rumeur. Les populations rurales seraient les oubliées de la république tant du point de vue économique que géographique. Éloignement du pouvoir central, faiblesse des services publics, misère sociale. Les « Parisiens » seraient les privilégiés du système. Pour contredire ces rumeurs disons que :

- Les Parisiens ne sont pas plus près du pouvoir que les ruraux car la proximité géographique ne joue en rien sur la faculté de participer aux décisions.
- Certes les services publics sont plus présents dans la capitale que dans les campagnes, mais je souhaite aux ruraux de venir goûter les joies du RER aux heures d'affluence, d'apprécier les embouteillages et les bouchons Parisiens, d'avaloir les gaz d'échappement dans les rues, le stress et la presse permanente. Il faut aussi se rendre compte que la proximité géographique n'implique pas un accès plus facile aux divers services. A Paris, trois quart d'heures de trajet sont monnaie courante.
- La campagne n'a pas l'apanage de la misère. La vie est beaucoup plus chère à Paris, principalement les loyers qui sont le triple de ceux de la campagne. Les quartiers pauvres de Paris et de son environnement urbain véhiculent plus de pauvreté que nulle part en France.
- Le leitmotiv des ruraux est toujours : « vivre à Paris, moi jamais ! », ce qui est paradoxal !